



Martine Aubry, la première secrétaire du PS, a salué la prestation sur TF1 d'un chef de l'Etat « mobilisé et mobilisateur » avec « un cap clair ».



Jean-François Copé, le secrétaire général de l'UMP, a ironisé hier sur le fait que le « changement, c'est pas avant 2014 ».

« Il manque encore un grand dessein, un grand récit »

INTERVIEW
DENIS MUZET
SOCIOLOGUE,
PRÉSIDENT DE
L'INSTITUT MÉDIASCOPE



Le sociologue Denis Muzet estime que, pour faire accepter la rigueur, François Hollande doit encore expliquer aux Français « où va la France ».

Qu'est-ce qui a changé, selon vous, dans le discours de François Hollande ?

La tonalité de son intervention, sa voix, une certaine gravité. Dimanche, il a repris les choses en main. Il s'expose plus, depuis quelques jours, dans l'espace public, ce qui a pour effet de relâcher son Premier ministre à la stricte animation de l'équipe gouvernementale. J'ai été frappé par ailleurs par la répétition de la phrase « c'est très important » et par l'apparition de la rhétorique du « combat ». Cette dramatisation correspond à la situation : la crise, extrêmement dure, appelle un pouvoir fort. François Hollande doit d'autant plus faire preuve d'autorité qu'une partie des médias, mus par le souci d'attirer le chaland, ont installé une petite musique de l'échec, qui n'est pas corroborée par nos enquêtes qualitatives. Il y a un autre mot essentiel dans la bouche de François Hollande, c'est « accélérer ». Accélérer, c'est bien, mais ce qui compte, plus que la vitesse du véhicule, c'est sa destination. Les Français veulent savoir où va la France. Je ne suis pas sûr qu'ils l'aient appris dimanche soir.

Au-delà du discours sur la rigueur, il doit donc montrer la lumière au bout du tunnel...

Il est extrêmement important qu'on entrevoie cette lumière. C'est la question de « l'horizon prometteur ». Le redressement, c'est bien. C'est même incontournable. Mais ce n'est pas vraiment un cap, plutôt un préalable. Pour quoi redresse-t-on ? François Hollande aura du mal à mobiliser l'opinion sur la seule réduction du déficit public à 3 %. Les Français sont prêts à consentir des efforts pour sortir de la crise à condition qu'ils soient équitablement partagés – comme le promet le chef de l'Etat – et surtout qu'ils soient orientés vers l'atteinte d'un objectif partagé et désirable. Ils veulent être convaincus que leurs enfants, sinon eux-mêmes, en récolteront un jour les fruits.

La rigueur pour la rigueur, c'est sans intérêt. Il faut qu'on sache à quoi elle servira et il faut pour cela un objectif un peu plus explicite que la « construction d'une société solidaire », évoquée sans plus de précision à la fin de son intervention. Il manque encore un grand dessein, un grand récit.

Cela peut-il se faire à l'horizon d'un quinquennat ?

Non. C'est une durée trop courte à l'échelle des chantiers herculéens qui attendent le pays. François Hollande a raison de rappeler que la politique, c'est le travail du temps, ce que les Français ont fini par oublier après cinq années de gouvernance instantanée. C'est pourquoi il doit enjamber 2017 pour se projeter à quinze, vingt voire vingt-cinq ans. Quelle

« François Hollande aura du mal à mobiliser sur la seule réduction du déficit à 3 % »

place pour notre pays dans la mondialisation ? Comment gérer les flux migratoires ? Quel « vivre ensemble » ? La crise que nous vivons est une crise du sens avant d'être une crise économique. Pour en sortir, le politique doit redonner du sens. Ce qui revient, d'une certaine façon, à réenchanter le rêve français [NDLR : François Hollande avait promis de « réenchanter le rêve français » pendant la primaire PS avant d'abandonner le terme].

En se plaçant dans « l'action », François Hollande ne prend-il pas le risque de la désillusion ?

C'est une question de réglage. Il cherche à placer le curseur au bon endroit entre le nécessaire discours de l'action et la mise en perspective de son action. Deux ans pour le « redressement » et un an pour inverser la courbe du chômage, c'est osé. Mais, pour l'heure, il est dans le bon équilibre : il n'est ni en retrait comme Jacques Chirac, ni omniprésident comme Nicolas Sarkozy. C'est à lui de trouver le bon réglage, y compris avec Jean-Marc Ayrault. PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-ALAIN FURBURY

A gauche, le ton de Hollande rassure, le tour de vis inquiète

Si les responsables du PS saluent la « combativité » de François Hollande, certains socialistes, les écologistes et les communistes craignent les conséquences sociales de la rigueur.

Les uns sont soulagés par le ton ; les autres sont préoccupés par le fond. Après l'intervention télévisée du chef de l'Etat, le PS et le Front de gauche ont poursuivi leur pas de deux. Dès dimanche soir, la première secrétaire du PS, Martine Aubry, a salué la prestation d'un chef de l'Etat « mobilisé et mobilisateur » avec « un cap clair ». « Les Français ont vu un capitaine qui a accéléré la vitesse de son bateau et signalé des escales très rapprochées », s'est félicité hier le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux. « Les délais fixés sont contraints mais indispensables », abonde François Brottes, président de la commission des Affaires économiques. Face aux

critiques sur le flottement, voire l'immobilisme de l'exécutif formulées ces dernières semaines, tous ont été soulagés d'entendre François Hollande s'afficher au « combat » et promettre de rendre compte « régulièrement » de l'action du gouvernement. « Il a pris acte de la demande des Français d'une incarnation et d'une prise de responsabilité personnelle », analyse François Kalfon, responsable des études d'opinion au PS.

« On s'impose un choc »

Quant au plan de rigueur annoncé pour 2013, les dirigeants socialistes se raccrochent au fait que François Hollande s'est engagé dans sa campagne à revenir à 3 % de déficit public. Sauf que, à l'époque, il tablait sur une croissance plus forte que le 0,8 % envisagé hier. Et que l'ampleur des économies et de la ponction fiscale désormais nécessaires risque de méconten-

ter les électeurs. « Il faut prendre des risques pour la France », a entériné hier le député de Paris Jean-Christophe Cambadélis sur Europe 1. Et ce alors même que le débat existe au sein du gouvernement et du PS. « Je trouve cela très violent. On s'impose un choc », confiait vendredi un ministre, pourtant classé dans l'aile sociale-démocrate du PS. « Je suis à la fois pour le sérieux et pour le pragmatisme », glissait un autre la semaine dernière. Conscient qu'il ne faudrait pas que les Français ne retiennent du message présidentiel que la rigueur, le PS s'apprête à publier à 3 millions d'exemplaires un texte sur la mobilisation pour l'emploi.

C'est que le tour de vis inquiète une partie de la gauche, même si les uns et les autres ne l'expriment pas de la même manière. « C'est un objectif difficile à amortir socialement », souligne Barbara Pompili,

coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée, qui, décidée à positionner, a noté que le chef de l'Etat « a laissé la porte ouverte sur les modalités » et mentionné d'éventuels prélèvements écologiques. Pour l'aile gauche du PS, la députée du Doubs Barbara Romagnan prend soin de saluer « le discours clair et la détermination » de François Hollande, mais juge que « la relance du pouvoir d'achat n'est pas moins légitime et pas moins urgente » que la réduction des déficits. Toujours offensif, Jean-Luc Mélenchon critique, lui, une « austerité » qui va conduire le pays à « l'enlisement ». Tandis que son partenaire du PCF Pierre Laurent estime que « le changement social est oublié » et craint qu'en matière de réforme du Code du travail « le gouvernement ne se donne pas les moyens de combattre la logique du Medef ».

ELSA FREYSSINET

La droite cherche le bon angle d'attaque

L'opposition estime que l'agenda du redressement est vide des réformes de structure exigées par la « gravité de la situation », mais qu'elle-même n'a pas réussi à mener à bien.

Opposition constructive ou frontale ? Ce sont les deux versants entre lesquels semble hésiter la droite après l'intervention du chef de l'Etat et alors que s'ouvre aujourd'hui la session extraordinaire du Parlement. Un positionnement d'autant plus difficile à trouver que l'opposition paraît donner entre les lignes un sentiment d'inachevé sur les réformes du quinquennat précédent. Et que les dirigeants de l'UMP sont largement absorbés par leur bataille interne pour la présidence du parti.

Hier, le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, a raillé, à l'unisson d'une bonne partie de sa

formation, le calendrier de François Hollande, ironisant sur le fait que le « changement, c'est pas avant 2014 ». Et a de nouveau dénoncé les « hausses massives d'impôts ». Tout en se gardant de s'étendre sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu, maintenu dimanche par François Hollande, qui avait été voté l'an dernier par la majorité sortante.

Fillon prédit la « récession »

Son grand rival dans la course à la tête de l'UMP, François Fillon, a émis les mêmes critiques sur l'agenda tout en ajoutant que les annonces présidentielles ne sont « absolument pas à la mesure de la situation », estimant « impossible » d'inverser la courbe du chômage avec une croissance « en dessous de 1,5 à 2 % » et prédisant en lieu et place du redressement la « récession ». Il a aussi fustigé les hausses d'impôts sur les entreprises

et surtout estimé que l'intervention de François Hollande était exempte de « réformes de structure ». Il a balayé d'un revers de la main les « accords gagnant-gagnant » et regretté ne rien avoir entendu sur la compétitivité des entreprises, la

« Trop peu, trop flou, trop court. »

BRUNO LE MAIRE
DÉPUTÉ UMP DE L'EURE

durée et le coût du travail, voyant dans le « travailler plus, dépenser moins et investir » la voie du redressement. Même si c'est justement sur le rythme de la réduction des déficits et la suppression des 35 heures que François Fillon – qui dès 2007 soulignait la gravité de la situation en parlant d'un Etat en « faillite » – a émis

des regrets dans une interview au « Point » sur le quinquennat écoulé. « Trop peu, trop flou, trop court », a aussi déploré l'ex-ministre UMP Bruno Le Maire, estimant qu'il fallait « aller beaucoup plus loin en matière de réformes », citant entre autres l'indemnisation du chômage – sur laquelle Nicolas Sarkozy avait refusé durant la campagne d'aller aussi loin que son ministre de l'Agriculture – ou la réforme du droit du travail.

Certains parlementaires se sont montrés plus mesurés. Face à un François Hollande resté, selon le président UMP de la commission des Finances, « dans le registre général et de l'esquive », leur rôle, prévient Gilles Carrez à l'orée de la session extraordinaire, est d'« obliger le gouvernement à sortir du flou et des ambiguïtés. Sans tirer sur l'ambulance tant la situation est grave ».

ISABELLE FICEK

Le Pen dénonce le « tournant de la rigueur »

La présidente du FN s'empare de l'agenda du « redressement » pour agiter une fois de plus l'épouvantail de la Grèce et tenter de tirer parti des difficultés de l'exécutif comme de la guerre des chefs à l'UMP.

Marine Le Pen est sortie du silence comme elle sait le faire. De façon tonitruante, éclipsant presque le reste de l'opposition. Après l'intervention du chef de l'Etat, elle a fustigé, après « l'impuissance excitée » de Nicolas Sarkozy, « l'impuissance molle » de François Hollande. Sur tout, la présidente du parti d'extrême droite a dénoncé hier « le tournant de la rigueur [...] prévisible puisque François Hollande a abandonné toute idée de s'opposer au diktat imposé par l'Union européenne ». L'occasion pour elle de mettre en avant la lutte contre le traité budgé-

Mélenchon, discrédité, selon elle, par son soutien à François Hollande au second tour de la présidentielle. Elle promet « une grande campagne » et exige un référendum.

Cela lui permet de surfer sur la difficile conjoncture, quand « la question de savoir s'il faut continuer à payer pour la Grèce, l'Italie, l'Espagne risque de faire de plus en plus débat », souligne Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite à l'Iris. De quoi reprendre son discours sur « une autre voie, un réarmement de la France dans la mondialisation, la mise en place de protections intelligentes aux frontières », rappelle Florian Philippot, vice-président du FN, qui présente le vote pour le traité comme un basculement vers « une Europe allemande » et dans « l'austérité ».

Les municipales en ligne de mire

difficulté : celle d'arriver à transformer l'essai lors des prochaines élections, les municipales, traditionnellement difficiles pour le FN, qui manque d'ancrage et a besoin de se professionnaliser », observe Jean-Yves Camus.

Repérer et former les cadres et de futurs candidats est justement l'un des chantiers que lance le parti, aidé par de meilleures finances. Avec en ligne de mire les municipales. Une association de loi 1901 baptisée « Rassemblement bleu marine » a été créée pour ceux qui hésiteraient à rejoindre le FN. Et quand une majorité des sympathisants UMP sont favorables à des alliances locales avec le FN, selon l'Ifo, le parti espère bien tirer profit de la guerre des chefs à l'UMP. Au niveau national en essayant de s'opposer plus frontalement sur certains sujets que l'UMP, tout occupée à sa bataille

Série limitée

LE MAGAZINE
DU LUXE
ET DU LIFESTYLE

ÉVASION
ROAD MOVIE
EN AUSTRALIE

BIENNALE DES
ANTIQUAIRES
LE MEILLEUR
DES JOAILLIERS

MILLÉSIME
LA CAVE IDÉALE

SPECIAL MODE